



Paris, le 22 février 2007

COMMUNIQUE

A la suite du dépôt de l'offre, Monsieur Jean-Philippe Thierry, Président-Directeur Général des AGF a souhaité apporter les clarifications suivantes :

« 1. L'offre déposée par Allianz est une offre amicale qui s'inscrit dans la logique d'intégration industrielle également souhaitée par les AGF.

Cette intégration permettra aux clients des AGF et à leurs salariés de bénéficier de la puissance et de la notoriété du premier groupe européen intégré de services d'assurance et financiers.

2. Le conseil d'administration des AGF se prononcera conformément à la réglementation boursière avant l'ouverture de l'offre sur ses conditions financières¹, notamment sur la base du rapport de l'expert indépendant, le cabinet Ricol Lasteyrie.

Auparavant, le comité des conventions, élargi pour comprendre l'ensemble des administrateurs indépendants, qui y seront largement majoritaires, aura examiné l'offre de façon approfondie afin d'émettre sa recommandation au conseil d'administration.

Pour ce faire, le comité des conventions s'est doté des moyens appropriés, et a accès à l'expert indépendant et aux conseils financiers et juridiques dont AGF a souhaité s'assurer pour la représenter dans cette offre d'Allianz.

AGF souhaite ainsi mettre en œuvre les meilleures pratiques de gouvernance en pareilles circonstances, comme cela a été souhaité par des professionnels de la gouvernance d'entreprise avec lesquels elle s'est entretenue ».

« 3. Je me félicite qu'il soit également répondu aux inquiétudes exprimées par certains quant à la perspective d'une fusion dégradée » a ajouté Monsieur Jean-Philippe Thierry, qui a précisé par ailleurs que « Si cette fusion n'est qu'une éventualité – l'objectif principal étant d'aboutir au meilleur taux de succès, auquel cas un retrait obligatoire serait mis en œuvre – il a paru important d'en détailler certaines caractéristiques pour une complète information des actionnaires.

Notamment, cette fusion serait réalisée dans le cadre d'une procédure protectrice conforme à la méthode multicritères applicable en France. »

¹ l'avis motivé du conseil d'administration sera inclus dans la note en réponse

Contacts investisseurs AGF :

Vincent Foucart 33 (0)1 44 86 29 28
vincent.foucart@agf.fr
Jean-Yves Icole 33 (0)1 44 86 44 19
jean-yves.icole@agf.fr
Alexandre Cardinaud 33 (0)1 44 86 37 64
Alexandre.cardinaud@agf.fr

Contacts presse AGF :

Bérangère Auguste-Dormeul 33 (0)1 44 86 78 97
augusbe@agf.fr
Anne-Sandrine Cimatti 33 (0)1 44 86 6745
cimatti@agf.fr
Agnès Miclo 33 (0)1 44 86 31 62
micloa@agf.fr
Sophie Cadorel 33 (0)1 44 86 38 09
cadores@agf.fr

Réserve :

Cette présentation n'est pas faite à l'attention de, il ne peut y être assisté à partir de, et ces documents ne sauraient être distribués ou envoyés vers, tout pays où ceci serait illicite, y compris les Etats-Unis, le Canada, l'Italie et le Japon. La distribution de ce communiqué peut faire l'objet de restrictions en vertu de la loi de certains autres pays. En conséquence, les personnes qui viennent à en prendre possession sont tenues de s'informer et de respecter ces restrictions.

Ces documents ne sont diffusés qu'à titre d'information. Ils ne constituent pas une offre publique portant sur des valeurs mobilières ni une offre d'achat, de vente ou d'échange (ni la sollicitation d'une offre de vente, d'achat ou d'échange) portant sur des valeurs mobilières dans quelque pays que ce soit, y compris les Etats-Unis, le Canada, l'Italie et le Japon. Une telle offre (ou une telle sollicitation), achat, vente ou échange de valeurs mobilières n'est pas et ne sera pas faite, et l'offre publique mentionnée dans cette communication n'est pas et ne sera pas étendue, dans quelque pays que ce soit en dehors de la République Française, où elle serait interdite en absence d'enregistrement, dépôt qualification ou d'autres obligations au titre du droit applicable, y compris aux Etats-Unis, au Canada, en Italie et au Japon. Les valeurs mobilières à être offertes n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié, et ne peuvent être offertes ou vendues aux Etats-Unis sans enregistrement ou sans bénéficier d'une exemption à l'obligation d'enregistrement.

Cette présentation s'adresse uniquement aux participants résidant ou situés au Royaume-Uni qui sont des professionnels de l'investissement au sens de l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act de 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (SI 2005/1529), tel que modifié (le "Décret"), ou des journalistes financiers représentant des publications qualifiées au sens de l'article 47 du Décret, ou d'être à des personnes à qui il est légalement possible de communiquer ces documents ou faire communiquer ("Destinataires Autorisés"). Tout participant résidant ou situé au Royaume-Uni qui n'est pas un Destinataire Autorisé ne devrait pas recevoir ces documents de présentation et ne doit en aucun cas prendre une décision sur la base de ces informations.

Le projet d'offre reste soumis à l'examen de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Une note d'information et une note en réponse seront publiées et seront notamment disponibles sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospectif par nature ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. En plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de terme comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel", ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Allianz et sur les principaux marchés où intervient la Société, (ii) des performances de marchés financiers, y compris des marchés émergents, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) des taux de mortalité et de morbidité, (v) du taux de conservation des affaires, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements des législations et des réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des Banques Centrales et/ou des Gouvernements étrangers (xi) des effets des acquisitions (par exemple de la Dresdner Bank AG) et de leur intégration et (xii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit sur le plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, et éventuellement de manière accrue, suite aux événements du 11 septembre 2001 et à leurs conséquences.

Les questions abordées dans le présent document peuvent en outre impliquer des risques et des incertitudes dont la société Allianz AG est régulièrement amenée à faire état dans les documents qu'elle soumet à la Securities and Exchange Commission. La société Allianz AG n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.